

CIRCULAIRE
du Ministre de l'Agriculture DEPSE n° 88-7008 du 10 mars 1988

Objet : Nomination, agrément et intérim des agents de direction et des agents comptable des organismes de mutualité sociale agricole.

Textes de référence : Code de la sécurité sociale - Arrêtés des 28 mars et 22 mai 1974.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités de nomination, d'agrément, de rémunération et d'intérim des agents de direction et des agents comptables des organismes de mutualité sociale agricole. L'article 1er de l'arrêté du 28 mars 1974, relatif aux conditions d'inscription sur les listes d'aptitude aux emplois d'agent de direction, dispose que les agents de direction sont ceux qui, dans les organismes agricoles cités à l'article R. 111-1 du code de la sécurité sociale, ont été nommés par les conseils d'administration intéressés après inscription sur les listes d'aptitude, ont reçu l'agrément du ministre de l'agriculture et occupent l'un des emplois suivants : directeur, directeur adjoint, sous-directeur, secrétaire général. Sur la base de l'article R. 123-50 du code de la sécurité sociale, l'arrêté du 6 mai 1985 a délégué le pouvoir d'agréer les agents de direction au préfet de région.

Chaque caisse de mutualité sociale agricole ne peut avoir qu'un directeur responsable vis-à-vis du conseil d'administration dont il a reçu par délégation les pouvoirs et les attributions qu'il exerce es-qualité. Selon l'article 1er de l'arrêté du 22 mai 1974 relatif aux conditions d'inscription sur les listes d'aptitude aux emplois d'agent comptable, les agents comptables, chefs des services de la comptabilité des organismes agricoles cités à l'article R. 111-1 du code de la sécurité sociale sont nommés par les conseils d'administration intéressés après inscription sur les listes d'aptitude, et agréés par décision conjointe du ministre chargé de l'agriculture et du ministre chargé du budget. Comme pour les agents de direction, le pouvoir d'agréer les agents comptables a été délégué au préfet de région, après avis du trésorier payeur général du département.

Le rôle et les attributions des agents comptables sont fixés par l'article R. 122-4 du code de la sécurité sociale.

1.- NOMINATION

1-1- En préalable à toute nomination d'un agent de direction ou d'un agent comptable l'organisme concerné doit disposer d'un poste budgétaire vacant ou susceptible de devenir vacant ou créé après approbation de l'autorité de tutelle.

1-2- Avant toute nomination, une offre d'emploi est diffusée par les caisses centrales de mutualité sociale agricole en application de l'article 12 de l'arrête du 28 mars 1974 ou de l'article 11 de l'arrêté du 22 mai 1974 .

1-3- La décision de nomination prise par le conseil d'administration ne peut concerner qu'un candidat inscrit sur la liste d'aptitude correspondant à l'emploi à pourvoir.

Les conditions d'établissement de ces listes sont régies par les articles R. 123-45 et R. 123-46 du code de la sécurité sociale et pour ce qui est des agents de direction par les articles 1 à 11 de l'arrêté du 28 mars 1974 ou, en ce qui concerne les agents comptables, par les articles 1 à 10 de l'arrêté du 22 mai 1974.

Toute décision contraire à ces dispositions doit être considérée de plein droit comme nulle et non avenue.

1-4- Toute décision de nomination d'un agent de direction ou d'un agent comptable ne peut être prise que sous réserve de l'agrément des autorités administratives concernées (article R. 121-1-5° du code de la sécurité sociale, 3-4° du décret n° 85-192 du 11 février 1985 et 11 des statuts types des caisses de mutualité sociale agricole tels que fixés par l'arrêté du 7 février 1986).

1-5- En aucun cas la date d'effet de la nomination dans un emploi ne saurait être antérieure à la date à laquelle le conseil d'administration procède à cette nomination : un effet rétroactif ne peut être admis. De plus, il est particulièrement souhaitable que la décision du conseil intervienne suffisamment à l'avance pour que l'agrément puisse être prononcé avant la prise de fonctions effective.

2.- AGRÉMENT

Abrogé

3.- PROCÈS-VERBAL D'INSTALLATION

3-1- En ce qui concerne les agents de direction, cette formalité résulte des dispositions des articles 19 et 20 de l'arrêté du 28 mars 1974.

3-2- Pour ce qui est des agents comptables, cette formalité découle de l'article 28 du décret n° 63-379 du 6 avril 1963 et des articles 17 et 18 de l'arrêté du 22 mai 1974.

4.- DÉLÉGATION DE POUVOIRS

4-1- En application des articles L. 121-1 et R. 121-1 du code de la sécurité sociale, de l'article 1012 du code rural et de l'article 3 du décret n° 85-192 du 11 février 1985, le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'organisme.

Le directeur dispose toutefois selon l'article R. 122-3 du code de la sécurité sociale, de prérogatives et de pouvoirs propres sous le contrôle du conseil d'administration, il est, de plus, fait obligation au conseil d'administration, par l'article 3-5° du décret du 11 février 1985, de consentir aux agents de direction les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer le fonctionnement de l'organisme.

Pour tenir compte du caractère mutualiste des organismes gérant la protection sociale agricole, il a paru préférable de reprendre, dans la délégation de pouvoirs consentie au directeur, l'ensemble des prérogatives et pouvoirs que celui-ci doit exercer. Tel est l'objet de l'arrêté du 6 avril 1963 qui conserve toute sa valeur. Un exemplaire de cette délégation de pouvoir, tout comme des délégations consenties par le conseil aux autres agents de direction, doit être adressée, sous le présent timbre, aux services de l'administration centrale.

Par ailleurs, le directeur peut, dans le cadre des dispositions de l'article R. 122-3 du code de la sécurité sociale déléguer une partie de ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à certains agents de l'organisme. Il peut également donner mandat à des agents de la caisse d'assurer la représentation de celle-ci en justice et dans les actes de la vie civile.

4-2- Les agents comptables disposent des pouvoirs propres fixés par l'article R. 122-4 du code de la sécurité sociale et par les articles 25 à 27 du décret n° 63-379 du 6 avril 1963. L'article 28 de ce même décret définit dans quelles conditions l'agent comptable peut, sous sa responsabilité, se faire suppléer dans tout ou partie de ses attributions par un délégué muni d'une procuration régulière, agréé par le conseil d'administration et soumis à l'obligation du cautionnement.

5.- RÉMUNÉRATION

Les agents de direction et les agents comptables ne peuvent recevoir la rémunération afférente à leur fonction qu'à compter de la date d'effet de l'agrément. Ainsi se justifie particulièrement la nécessité de faire figurer cette date d'effet dans la décision administrative d'agrément.

Pour ce qui est des agents comptables, une indemnité de fonction peut leur être attribuée : elle est représentative des frais exposés par les intéressés pour s'assurer auprès de « la caution solidaire » en dispense de la constitution du cautionnement. Cette indemnité est exclusive de toute indemnité autre que celles fixées par la convention collective de travail et ne peut excéder le montant des frais engagés.

6.- INTÉRIM

6-1- Intérim des agents de direction

Les dispositions générales de l'article R. 121-1-7° imposent aux conseils d'administration de désigner les agents chargés de l'intérim des emplois de direction sous réserve de leur agrément par l'autorité de tutelle ou son représentant territorial.

En application de l'article R. 122-3-avant-dernier alinéa-du code de la sécurité sociale relatif au remplacement du directeur en cas de vacance d'emploi ou pour toute autre raison, les règles suivantes devront être respectées en matière d'intérim d'agent de direction :

6-1-1- intérim du directeur

6-1-1-1- absence de longue durée du directeur

Le directeur adjoint a vocation à remplacer immédiatement le directeur de l'organisme lorsque celui-ci est empêché d'exercer ses fonctions (article R. 122-3-avant dernier alinéa-du code de la sécurité sociale déjà cité).

S'agissant d'une fonction entrant dans le domaine de compétence habituel du directeur adjoint agréé à cet effet, il n'y a pas lieu de procéder à la formalité particulière de l'agrément du directeur par intérim. Dans l'hypothèse où l'organisme n'a pas de directeur adjoint les dispositions des articles R. 122-3 et R. 121-1-7° du code de la sécurité sociale, rappelées ci-dessus, précisent que le conseil d'administration procède à la désignation d'un agent de direction chargé d'assurer l'intérim du directeur, sous réserve de son agrément par l'autorité de tutelle.

Dans ce cas l'intérim du directeur est effectué, sous réserve de son agrément, par tout autre agent de direction de la caisse exception faite de l'agent comptable.

6-1-1-2- Cessation de fonctions du directeur

Dans la mesure où le conseil d'administration n'a pas pu procéder à l'avance à la nomination d'un successeur, il est nécessaire de préciser les règles suivant lesquelles l'intérim doit être assuré. Les règles énoncées ci-dessus (point 6-1-1-1) s'appliquent mais la durée de l'intérim doit être mise à profit par le conseil d'administration pour effectuer un appel de candidatures et désigner un nouveau directeur. L'intérim cesse de plein droit dès la date d'effet de la décision administrative d'agrément du directeur choisi par le conseil.

Dans l'hypothèse où le conseil d'administration ne peut pas procéder à la nomination définitive d'un directeur, notamment en l'absence de candidature, l'intérim est prolongé, à titre exceptionnel, pour une durée n'excédant pas deux ans. A l'exception du directeur adjoint qui bénéficie d'un agrément es-qualité, le directeur par intérim est agréé pour la durée de la mission confiée par le conseil. Au-delà de cette période, le poste de directeur est déclaré vacant et il doit être procédé à un nouvel appel de candidatures.

6-1-2- Intérim d'un agent de direction autre que le directeur

6-1-2-1- absence de longue durée

D'une manière générale le bon fonctionnement de l'organisme est assuré par l'équipe d'agents de direction déjà agréés et en fonctions.

Toutefois, en cas d'absolue nécessité, il peut être admis, à titre exceptionnel, de procéder à la nomination d'un agent de direction intérimaire dans le respect des dispositions du 7° de l'article R. 121-1 du code de la sécurité sociale.

Tel serait le cas, d'une part, d'une caisse dont l'importance justifie l'emploi de deux ou plusieurs sous-directeurs ou secrétaire général dont l'un se verrait confier l'intérim du poste de directeur adjoint et, d'autre part, des organismes n'employant que deux agents de direction, pour lesquels l'absence de l'un d'entre eux peut être préjudiciable, justifiant ainsi la désignation d'un agent de direction par intérim.

6-1-2-2- cessation de fonctions d'un agent de direction

Dans l'attente du recrutement d'un nouvel agent de direction, le conseil d'administration a la possibilité de désigner un agent de direction intérimaire qui, s'il remplit les conditions, peut par la suite être nommé et agréé es-qualité.

Dans le cas contraire, l'intérimaire cesse ses fonctions dès que l'agrément du nouvel agent de direction est prononcé.

L'ensemble des règles rappelées plus haut en matière d'intérim et fixées notamment par l'article R. 121-1-7° du code de la sécurité sociale conservent toute leur valeur.

6-2- Intérim de l'agent comptable

L'intérim de l'agent comptable obéit, compte tenu de ses fonctions particulières, à des règles spécifiques définies par les dispositions du décret n° 63-379 du 6 avril 1963 modifié.

6-2-1- absence momentanée ou de courte durée de l'agent comptable

Comme précisé plus haut, au paragraphe 4-2, l'article 28 du décret du 6 avril 1963 précité permet à l'agent comptable de se faire suppléer sous sa responsabilité et pour tout ou partie de ses attributions, par un délégué muni d'une procuration régulière et agréé par le conseil d'administration.

Au cas particulier, le délégué de l'agent comptable est habilité à effectuer tout remplacement de ce dernier en cas d'absence momentanée ou de courte durée.

6-2-2- absence de longue durée de l'agent comptable

Les règles fixées en la matière par l'article 31 du décret du 6 avril 1963 sont de stricte application. L'installation de l'agent comptable intérimaire s'effectue dans les conditions citées à l'article 28 de ce même décret. Ces formalités sont complétées par l'envoi à l'administration centrale par mon représentant régional, de la copie du procès-verbal d'installation dont un modèle se trouve annexé à la présente et d'un dossier identique à celui constitué par les candidats à l'inscription sur les listes d'aptitude à l'emploi d'agent comptable.

6-2-3- cessation de fonctions de l'agent comptable

Dans la mesure où le conseil d'administration n'a pas pu procéder par avance à la nomination d'un successeur, un intérim doit être assuré suivant les règles rappelées ci-dessus. La période d'intérim doit être mise à profit par le conseil d'administration pour effectuer un appel de candidatures et, par la suite, désigner un nouvel agent comptable. L'intérim cesse de plein droit dès la date d'effet de la décision administrative d'agrément de l'agent comptable nommé par le conseil.

Dans l'hypothèse où le conseil d'administration ne peut procéder à la nomination définitive d'un agent comptable, notamment en l'absence de candidatures, il désigne un agent comptable intérimaire pour une période de six mois, après avis conforme du préfet de région et du trésorier payeur général. L'intérim peut être renouvelé pour une durée égale dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse d'un intérim qui se prolonge, le conseil d'administration doit, au moins une fois par an avant de procéder au renouvellement, déclarer le poste vacant et effectuer un appel de candidatures.

L'installation de l'agent comptable intérimaire s'effectue dans les conditions rappelées ci-dessus.

6-3- Rémunération de l'agent intérimaire

Il a été admis que les dispositions de l'article 22 de la convention collective du personnel de la mutualité agricole s'appliquaient aux agents intérimaires. En conséquence, toute personne appelée à occuper à titre intérimaire un emploi de direction ou d'agent comptable pour une période d'au moins deux mois perçoit, à dater de son entrée en fonction, une indemnité égale à la différence entre son salaire et celui qu'elle obtiendrait si elle était nommée dans sa nouvelle fonction.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 22 de ladite convention, l'agent chargé de l'intérim d'un poste de direction continue à percevoir une indemnité différentielle si l'intérim se prolonge au-delà de six mois : cette indemnité cesse de lui être due dès qu'il n'exerce plus les fonctions d'intérimaire. L'attribution de l'indemnité différentielle aux agents chargés d'un intérim est subordonnée :

- à leur agrément es-qualité sauf pour ce qui est du directeur adjoint assurant l'intérim du directeur- ou à leur installation pour ce qui concerne l'agent comptable par intérim,
- et à leur prise de fonction effective.

Les circulaires antérieures à la présente note de service sont annulées :

- circulaire EAPS/PSA n° 3663 du 22 décembre 1967
- circulaire EAPS/PSA n° 3551 du 13 janvier 1969
- circulaire DAS n° 7015 du 30 juillet 1970.

A l'inverse, conservent toute leur valeur :

- circulaire DAS/C n° 7045 du 17 juin 1974
- circulaire interministérielle DAS/SPDS n° 7046 du 11 mai 1979.

Toute difficulté résultant de l'application des instructions qui précèdent devront être signalées à l'administration centrale sous le présent timbre.